



LE CENTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT MONDIAL

# Indice de l'engagement pour le développement 2025

AU-DELÀ DES RÉDUCTIONS DE L'AIDE :  
LES POLITIQUES QUI COMPTENT POUR LE DÉVELOPPEMENT

Alors que les niveaux de financement du développement sont en baisse, il est plus important que jamais de regarder au-delà de l'aide. C'est exactement ce que fait l'Indice de l'engagement pour le développement (Commitment to Development Index, CDI) en classant les pays les plus puissants du monde sur la base des politiques ayant une incidence sur le développement mondial.

Dans un monde de plus en plus interconnecté et soumis aux effets de la géopolitique, les décisions prises par les gouvernements des pays les plus riches ont des répercussions qui vont bien au-delà de leurs frontières et qui affectent souvent de manière disproportionnée les populations les plus pauvres et les plus vulnérables du monde. Malgré la montée du nationalisme dans de nombreux pays, une prospérité accrue au niveau mondial profiterait à tous en créant de nouvelles opportunités économiques et commerciales, en stimulant l'innovation et en réduisant les risques liés aux défis mondiaux en matière de santé, de sécurité et de climat.

Le CDI couvre huit domaines politiques distincts qui affectent le développement :



## Comment le CDI est-il calculé ?

Nous évaluons les pays en fonction de plus de 40 indicateurs afin d'établir des classements pour chacune des huit composantes politiques, et de mesurer l'engagement global de chaque pays en faveur du développement. Les pays obtiennent de bonnes notes grâce aux pratiques suivantes : financement du développement de bonne qualité, transparence des investissements, faibles barrières commerciales favorisant les échanges avec les pays en développement et politiques migratoires ouvertes et encourageant l'intégration. Les politiques qui améliorent les biens publics mondiaux, telles que la promotion de la santé mondiale par la prévention des maladies, le soutien à la recherche technologique, la protection de la biodiversité et du climat et les contributions à la sécurité mondiale, entraînent également des scores élevés.

## Quels sont les résultats des pays évalués ?

La **Suède** est en tête du CDI cette année, suivie de l'**Allemagne** en deuxième position, puis de la **Norvège**, qui occupe la troisième marche du podium. La Suède occupe la première place dans le domaine de l'environnement, la deuxième dans celui du financement du développement, et la quatrième dans celui de la santé. Ses performances en matière de technologie, malgré une augmentation des incitations fiscales en faveur de la R&D privée depuis le dernier CDI, restent relativement faibles, avec des niveaux de collaboration peu élevés en matière de recherche. Bien que la

Suède ait également terminé en tête lors des deux éditions précédentes du CDI, son avance sur les autres pays les plus performants s'est réduite à chaque fois.

L'**Allemagne** arrive en deuxième position du classement général et est le pays du G7 le mieux classé ; lorsque les résultats sont ajustés en fonction des revenus des pays, l'Allemagne dépasse la Suède et se retrouve en tête de l'indice. Elle se classe au premier rang en matière de migration à la suite d'une forte augmentation du nombre de migrants et de réfugiés qu'elle accepte par habitant. La **Norvège** occupe quant à elle la troisième place du podium avec de bons résultats en matière de financement du développement et de santé - et elle se classe première en matière d'investissement - mais ses performances en matière de commerce et d'environnement sont faibles en raison de ses fortes subventions agricoles et d'une production élevée de combustibles fossiles.

### CONCERNANT LES RAPPORTS DES PAYS ET LES RÉSULTATS COMPLETS

Rendez-vous sur le site [cgdev.org/cdi](https://cgdev.org/cdi) pour explorer le portail web interactif et découvrir l'indice de l'engagement pour le développement de votre pays. Vous trouverez plus d'informations sur le CDI, y compris le modèle de données complet et la méthodologie sur le site du projet à l'adresse [cgdev.org/project/commitment-development-index](https://cgdev.org/project/commitment-development-index).

# INDICE DE L'ENGAGEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT 2025

Chacune des composantes est fondée sur une série d'indicateurs de l'efficacité des politiques, lesquels sont normalisés et pondérés en fonction de leur importance pour le développement.

## FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Financement du développement	Financement du développement - Quantité
	Financement du développement - Qualité

## ÉCHANGES

Investissements	Opacité financière
	Entreprises et droits de l'homme
	Ressources naturelles
	Lutte contre la corruption
	Accords d'investissements
	Alignement des taux d'imposition des sociétés
Migration	Afflux de migrants
	Femmes immigrées
	Accueil des réfugiés
	Conventions internationales sur les migrations
	Politiques d'intégration
Commerce	Moyenne tarifaire
	Pics tarifaires
	Subventions agricoles
	Logistique commerciale
	Restrictions sur le commerce des services

## BIENS PUBLICS MONDIAUX

Environnement	Émissions de gaz à effet de serre
	Ambition CDN
	Production de combustibles fossiles
	Soutien aux combustibles fossiles
	Tarifification du carbone
	Subventions au secteur de la pêche
	Accords sur la biodiversité et l'environnement
Santé	Résistance antimicrobienne
	Couverture vaccinale
	Préparation aux pandémies
	Traités
	Restrictions à l'exportation sur les produits alimentaires et de santé
	Chaînes d'approvisionnement du tabac
Sécurité	Contributions au maintien de la paix
	Femmes Casques bleus
	Protection des voies maritimes
	Commerce des armes
	Conventions internationales sur la sécurité
Technologie	Soutien du gouvernement
	Avantages fiscaux
	Étudiants étrangers
	Étudiantes
	Collaboration en matière de recherche
	Droits de propriété intellectuelle

La **Finlande** et le **Royaume-Uni** arrivent respectivement en 4e et 5e position : La Finlande arrive en tête en matière de santé et de sécurité, tandis que le Royaume-Uni obtient de bons résultats grâce à ses politiques de soutien à l'investissement dans les pays en développement et au commerce avec ceux-ci.

La **France** est sortie du top cinq pour se retrouver au septième rang au classement général, en partie à cause d'une série de réductions dans son budget d'aide (les réductions plus récentes effectuées dans le budget de développement du Royaume-Uni ne sont pas encore prises en compte dans les données), bien qu'elle se classe toujours dans les dix premières places pour l'investissement, l'environnement, la santé et la technologie.

Ces résultats sont antérieurs à la plupart des réductions importantes annoncées par quatre des plus grands pourvoyeurs d'aide au développement, à savoir les **États-Unis**, le **Royaume-Uni**, la **France** et l'**Allemagne**. D'autres pourvoyeurs ont également annoncé des réductions et, bien que les réductions les plus récentes et planifiées n'apparaissent pas encore dans les données officielles, les réductions antérieures de l'offre de financement du développement sont déjà évidentes dans notre évaluation. Cependant, la finance n'est que l'une des huit composantes du CDI.

Compte tenu de l'importance économique des pays du G20, nous incluons dans le classement huit pays à revenu intermédiaire. Malgré une chute de quatre places depuis l'édition précédente, l'**Afrique du Sud** se classe toujours en tête de ce groupe, à la 29e place, avec des contributions supérieures à la moyenne dans les domaines de la technologie et de la sécurité. La **Turquie** et le **Brésil** viennent ensuite, avec des atouts relatifs en matière de migration et d'investissement, respectivement.

Le **Luxembourg** et l'**Irlande** ont réalisé la meilleure progression depuis la dernière édition du CDI, chacun gagnant quatre places. Le Luxembourg, désormais classé au 10e rang du classement général, est l'un des rares pays à avoir augmenté, selon nos évaluations, son offre (déjà généreuse) de financement du développement, et il est aujourd'hui en tête de cette composante. L'**Autriche** et le **Chili** ont chacun progressé de trois places, tandis que les **Pays-Bas** sont sortis du top 10, perdant ainsi cinq places pour se retrouver à la 11e place.

## Progrès ou déclin collectif ?

Bien que ces classements mettent en évidence les performances de chaque pays par rapport aux autres puissances économiques et montrent comment ils pourraient faire davantage pour le développement, l'analyse des indicateurs met en lumière les domaines de progrès ou de déclin collectifs.

Une majorité de pays accordent moins de financements au développement international que dans le CDI 2023 (en tenant compte de la taille de leur économie). Et ce, avant même de prendre en compte les réductions récemment annoncées dans les budgets d'aide. En outre, nous constatons que les pays réduisent généralement la part de leur financement du développement acheminée par l'intermédiaire d'institutions multilatérales, cette tendance étant plus prononcée parmi les pourvoyeurs non membres de l'OCDE (voir la section ci-dessous sur la qualité du financement du développement).

Malgré ce net recul en matière de financement du développement, nous constatons une certaine amélioration collective dans un certain nombre de domaines politiques non liés à l'aide. Entre 2020 et 2022, le pays moyen du CDI a

accepté 70 % **de migrants en plus par habitant** - de 66 pour 10.000 habitants à 112 pour 10.000 habitants - les migrations en provenance de l'Ukraine, de la Russie et du Maroc, entre autres, étant à l'origine de cette augmentation. Cette augmentation des migrations aurait un impact positif plus important si les migrants venaient de pays plus pauvres : un migrant arrivant dans un pays riche en provenance d'un pays pauvre bénéficie d'une augmentation relative plus importante de sa richesse et de ses opportunités qu'un travailleur migrant en provenance d'un pays plus riche, et les transferts de fonds qu'il envoie dans son pays d'origine sont également susceptibles de constituer une composante plus importante de son revenu. Le nombre de réfugiés accueillis par chaque pays du CDI a connu un pic en 2022 avec des afflux importants de réfugiés ukrainiens, en particulier dans les pays voisins tels que la Tchéquie et la Pologne, et ces chiffres sont restés élevés.

En ce qui concerne **l'environnement**, nous constatons qu'une majorité des pays du CDI ont réduit leurs émissions par habitant, et que près des trois quarts des pays ont amélioré leur situation entre 2019 et 2023. Cela est particulièrement important pour le développement, car les pays à faible revenu sont généralement ceux qui sont les plus touchés par les effets néfastes du changement climatique. Cependant, bien que le pays moyen se soit amélioré, en tant que groupe collectif, les pays du CDI ont été responsables d'une augmentation de 3 % des émissions au cours de la même période : à elle seule, l'augmentation significative des émissions en Chine fait plus qu'annuler les réductions d'émissions combinées dans les 30 pays qui ont connu des diminutions.

Les subventions aux combustibles fossiles (aides publiques qui réduisent le coût de production ou de consommation du charbon, du pétrole ou du gaz naturel) ont, en revanche, augmenté dans la plupart des pays du CDI. Les dernières données, qui datent de 2022, reflètent les subventions telles qu'elles étaient au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, c'est-à-dire dans un contexte de flambée des prix de l'énergie et d'augmentation de la demande après l'assouplissement des restrictions imposées par la COVID-19. Les pays qui ont réduit les subventions aux combustibles fossiles dans des circonstances géopolitiques et macroéconomiques aussi difficiles - au nombre de dix, dont l'Argentine, l'Australie et la Turquie - méritent d'être félicités.

En ce qui concerne le **commerce**, de nombreux changements initiés par la deuxième administration Trump ne figurent pas encore dans les données, mais ils auront des répercussions importantes sur les pays à faible revenu.

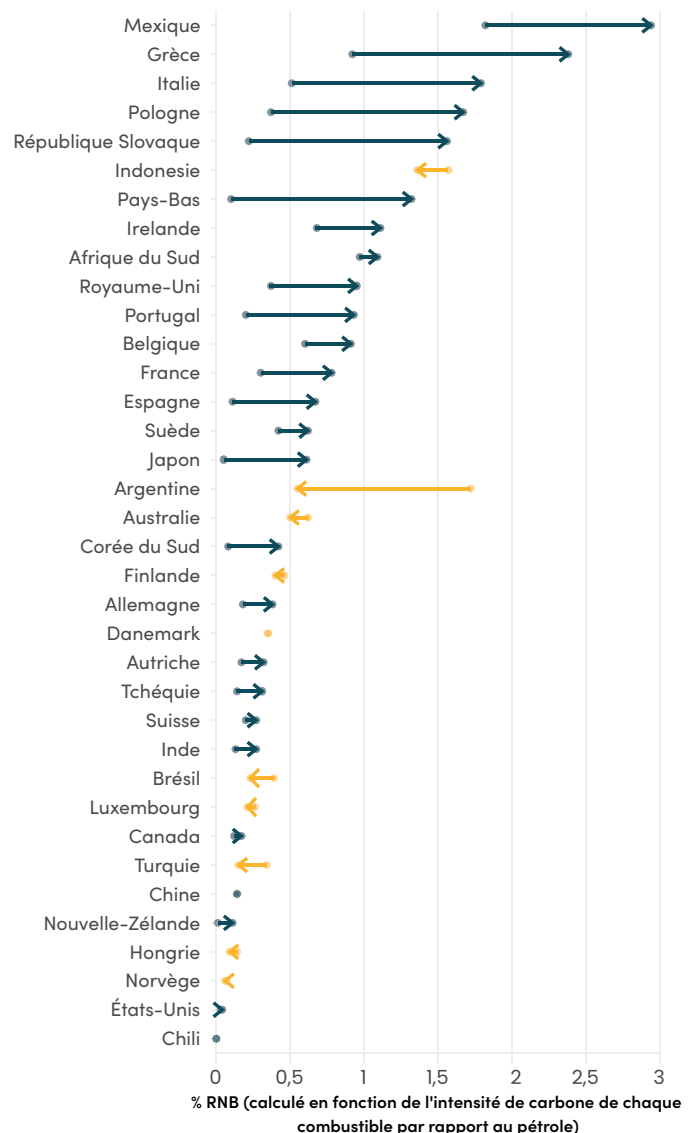
Un point positif tient au fait que de nombreux pays du CDI ont fait des progrès dans la réduction des subventions néfastes accordées à l'agriculture ; ces subventions créent des conditions de concurrence très inégales pour les pays à faible revenu, pour lesquels l'agriculture constitue généralement une grande partie de leur économie. Les subventions agricoles ont diminué dans 28 pays, mais restent élevées dans un certain nombre d'entre eux malgré les progrès réalisés. C'est particulièrement le cas dans les États membres de l'UE, où les subventions agricoles sont supervisées par la Commission européenne dans le cadre de la Politique agricole commune, plutôt que par les États membres individuels, ainsi qu'en Suisse et en Norvège (bien que la valeur des subventions dans ce dernier pays soit restée très élevée, à plus de 56 % de la production agricole totale).

En ce qui concerne la **sécurité**, notre analyse reflète l'augmentation des tensions et des conflits géopolitiques au cours de ces dernières années. Nos deux indicateurs clés font apparaître que plus de la moitié des pays réduisent

leurs contributions au maintien de la paix et augmentent leurs exportations d'armes, ce qui reflète une tendance à long terme de baisse du financement du maintien de la paix. Ni l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ni les opérations militaires menées par Israël à Gaza et dans la région à la suite des attentats du 7 octobre 2023 ne font l'objet de missions de maintien de la paix actives de l'ONU, et ces deux événements ont façonné les priorités de nombreux pays du CDI en matière de politique étrangère et de sécurité.

Au moment de la réalisation de cette analyse, Israël et la Russie étaient tous deux engagés dans des conflits majeurs. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a eu des effets dévastateurs sur le plan humanitaire et sur celui du développement, avec une perturbation des marchés alimentaires et énergétiques et des répercussions sur les pays en développement du monde entier. Les opérations militaires menées par Israël à Gaza et dans la région, ainsi que les restrictions imposées à l'entrée des denrées alimentaires, des fournitures essentielles et de l'aide, ont eu de graves conséquences humanitaires. Le CDI n'a qu'une capacité limitée à saisir les effets de ces actions sur le développement et ne peut quantifier ou comparer de manière significative les effets des différents conflits. C'est la raison pour laquelle Israël et la Russie ne figurent pas dans l'indice 2025 de l'engagement pour le développement.

**Figure 1. Les subventions aux combustibles fossiles ont globalement augmenté de 2021 à 2022, mais certains pays les ont réduites**



Cependant, de nombreuses retombées de l'invasion russe, telles que l'augmentation des subventions aux combustibles fossiles, le détournement des ressources d'aide et la hausse des prix des denrées alimentaires, se reflètent dans les résultats des autres pays.

Vous trouverez de plus amples informations sur ces ajustements dans la section méthodologie.

## Tendances et perspectives de développement

Le CDI de cette année est publié dans un contexte de réductions importantes de l'aide. Cela plaide en faveur d'une amélioration de la [qualité de leurs financements restants](#), mais aussi de la prise en compte d'un ensemble plus large de politiques susceptibles d'accélérer la prospérité et la sécurité dans les pays partenaires. Dans cette section, nous mettons en évidence trois domaines importants : les subventions à l'agriculture et aux combustibles fossiles, les dépenses et l'orientation de la R&D, et la qualité du financement du développement.

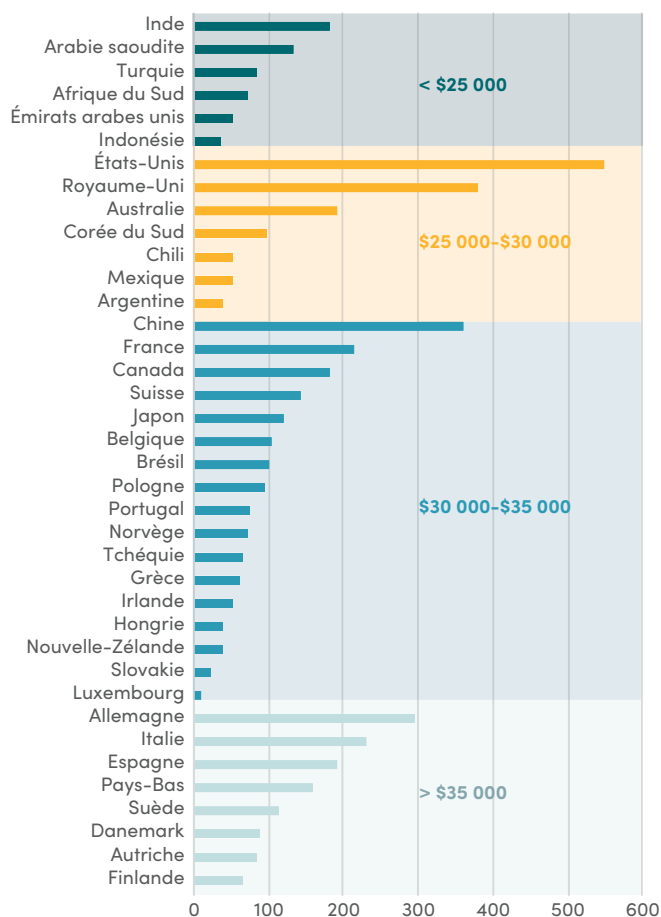
### 1. Subventions pour l'agriculture et les combustibles fossiles

Les pays à revenu élevé ont dépensé des milliards provenant de l'argent du contribuable afin de subventionner la production et la consommation de combustibles fossiles et, dans une moindre mesure, l'agriculture. Au vu de la pression constante exercée sur les budgets publics et des menaces majeures que fait peser le changement climatique, il semble important de se concentrer sur ces domaines. Cependant, ces subventions représentent également une concurrence déloyale entre les pays, en ce sens qu'elles induisent des distorsions industrielles majeures.

On observe un retour en arrière en matière de subventions aux combustibles fossiles, qui ont augmenté dans la plupart des pays, en grande partie en réponse à l'augmentation de la demande d'énergie suite à la COVID-19 et aux flambées des prix résultant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans les 36 pays pour lesquels nous disposons de données, le total des subventions aux combustibles fossiles s'élevait à 0,48 % du RNB collectif en 2022, soit le double des 0,23 % de l'année précédente. Mais notre analyse montre également de très importantes variations dans le niveau des subventions accordées par les gouvernements.

En réponse aux problèmes d'approvisionnement en gaz naturel, nous avons constaté que la subvention moyenne pour la production de gaz dans les pays du CDI a plus que triplé, [et plus encore dans l'UE](#). Les subventions au pétrole ont également augmenté dans plus de la moitié des pays, mais dans une mesure bien moindre que pour le gaz : les plus fortes augmentations absolues des subventions au pétrole ont été enregistrées au Japon (multiplication par près de 14) et au Mexique. Une petite source de réconfort provient du fait que les subventions au charbon - le combustible fossile le plus « sale » - ont diminué dans 23 pays (et sont restées inchangées dans cinq), et que la plupart des augmentations de subventions au charbon ont été modestes. Il y a eu cependant deux exceptions notables : la Pologne et la Chine, où les subventions ont été multipliées respectivement par près de quatre et par près de cinq. Dans l'ensemble, l'intensité de carbone globale des subventions aux combustibles fossiles des pays du CDI a diminué : l'intensité de carbone de toutes les subventions aux combustibles fossiles par rapport au pétrole était de 95 % en 2021 et de 85 % seulement en 2022.

Figure 2. Total des publications co-écrites en 2024 (en milliers), regroupées selon le revenu moyen des pays des co-auteurs



Notamment, les subventions accordées par les États-Unis sont relativement faibles. En mettant l'accent, lors du G20, sur ces subventions au cours des deux prochaines années, on pourrait libérer des fonds publics, rééquilibrer les échanges commerciaux et accélérer les progrès en matière de climat.

Des progrès significatifs ont également été enregistrés en matière de réduction des subventions néfastes qui contribuent à la surpêche. L'accord historique de l'OMC sur les subventions à la pêche a été adopté à la mi-2022 et est entré officiellement en vigueur en septembre 2025 ; il a déjà été signé par tous les pays du CDI, à l'exception d'une poignée d'entre eux, comme l'Inde et le Mexique. Mais avant même l'entrée en vigueur de cet instrument juridique, nous constatons que les pays du CDI avaient réduit les subventions néfastes à la pêche : entre 2020 et 2022, la subvention moyenne accordée par les pays du CDI est ainsi passée de 7,9 % de la production du secteur de la pêche à 5,3 %.

### 2. Recherche et développement

Le pays moyen du CDI consacre plus de deux fois plus d'efforts économiques à la recherche et au développement (R&D) qu'au financement du développement. Collectivement, le financement de la R&D est trois fois plus élevé, soit 0,58 %, contre 0,2 % pour le financement du développement international. Ce chiffre a également résisté aux réductions qui ont frappé les budgets de développement des pays du CDI : il y a quatre ans, le montant consacré à la R&D dans les pays du CDI représentait 0,59 % de leur économie.

Le financement de la R&D vise à améliorer les sociétés et la productivité, et à stimuler l'innovation en vue de relever les défis actuels. De nombreux chocs économiques récents ont été internationaux par nature ou par implication : l'im-

pact de la guerre de la Russie sur l'inflation, le changement climatique, la COVID-19, et même l'effet des taux d'intérêt étasuniens sur les coûts d'emprunt mondiaux. Compte tenu des dimensions communes et internationales d'un grand nombre de ces défis (actuels et prévus), la R&D devrait être axée sur ces derniers et impliquer une collaboration internationale. Les responsables et les défenseurs du développement doivent comprendre et encourager l'orientation internationale de leur gouvernement.

Pour les six pays BRICS+ que nous évaluons, le montant dépensé par chaque gouvernement pour la R&D est de plusieurs ordres de grandeur supérieur à celui qui est dépensé pour le financement du développement international. Les chercheurs de ces pays sont également plus susceptibles que ceux des autres pays du CDI de publier des articles de recherche en collaboration avec des chercheurs de pays à faible revenu (Figure 2). Par exemple, alors que le coauteur international moyen d'une recherche menée par des universitaires autrichiens vient d'un pays dont le revenu par habitant est de 38 500 dollars, soit près de 16 fois le revenu moyen des pays à faible revenu, les universitaires d'Afrique du Sud ont tendance à s'associer à des chercheurs provenant de pays à revenu plus faible : 16 900 dollars, soit 7 fois le revenu moyen des pays à faible revenu. Pour de nombreux pays, la collaboration avec les pays à faible revenu offre des possibilités de s'attaquer à des problèmes mondiaux et d'encourager la croissance et l'innovation mutuelles.

### 3. Financement du développement : nouveaux pourvoyeurs et priorité accordée à la qualité

Nous avons souligné que les coupes dans le financement du développement ont commencé avant les coupes majeures annoncées en 2025. Mais qu'en est-il des pourvoyeurs hors OCDE ?

Notre analyse montre que les pourvoyeurs non traditionnels sont les premiers à réduire leur aide : dans le CDI 2020, utilisant des données datant d'environ 2017, les 12 pourvoyeurs que nous avons évalué et qui sont en dehors du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE ont fourni 0,1 % de leur RNB collectif pour financer le développement international. Dans le CDI 2023, ce chiffre était tombé à 0,075 % du RNB, et aujourd'hui il est de 0,05 %. Il ne s'agit pas d'une baisse totalement homogène - par exemple, l'Arabie saoudite a fourni davantage dans la dernière évaluation qu'en 2020 - mais la tendance se maintient globalement dans l'ensemble du groupe. Depuis 2023, la Chine a réduit ses financements de près d'un quart par rapport à son RNB, l'Indonésie de plus de la moitié, et l'Afrique du Sud de plus de 80 %.

Cette baisse est également due à une diminution de la part des financements accordés aux institutions multilatérales : le Brésil a réduit sa part de 95 à 58 %, et d'autres pays, dont l'Inde, le Mexique et l'Afrique du Sud, ont réduit leur part

<b>Quantité</b>	Financement du développement international (FDI)	
<b>Qualité</b>	Soutien multilatéral	
	Accent sur la pauvreté et la fragilité	Accent sur la pauvreté
		Accent sur la fragilité
	Pratique efficace	Transparence
		Statut d'aide liée
		Appropriation

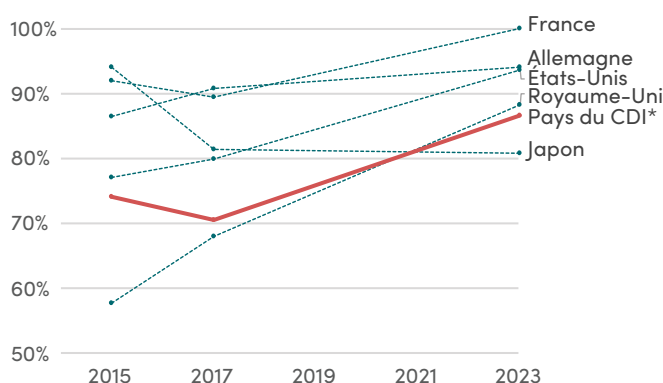
de plus de 20 points de pourcentage depuis notre dernière évaluation réalisée il y a deux ans. Cette évolution reflète en partie la fin de la capitalisation de la Nouvelle Banque de développement du groupe BRICS+. Il reste à voir si le groupe des BRICS+ nouvellement élargi permettra à cette institution de recevoir de nouveaux capitaux.

En ce qui concerne la qualité du financement, notre évaluation est une version simplifiée de notre [Indice de qualité de l'APD \(Aide publique au développement\)](#) (QuODA) utilisant seulement quelques indicateurs. Néanmoins, plusieurs tendances se dégagent clairement.

L'importance accordée à la pauvreté dans le financement bilatéral du développement est en baisse constante, les fonds étant détournés des pays les plus pauvres où ils pourraient avoir le plus d'impact. Une grande partie de cette détérioration s'est produite en 2022 lorsque d'importants volumes d'aide ont été réorientés vers l'Ukraine (dont les revenus sont relativement plus élevés). En 2018, le revenu moyen des pays bénéficiaires des financements des pays du CDI était 1,8 fois supérieur au revenu moyen des pays à faible revenu, et dans cette édition du CDI, ce chiffre est devenu 2,2 fois supérieur. La Belgique reste le meilleur pays pour ce qui est de cibler les pays les plus pauvres avec son financement bilatéral du développement, tandis que les États-Unis et le Japon ont tous deux ciblé leurs financements sur des pays relativement plus aisés.

Figure 3. Les objectifs de l'aide sont de plus en plus alignés sur ceux des pays partenaires

Part des projets dont les objectifs ont été appropriés par les pays



\* Pays du CDI avec données disponibles du GPEDC

Note : Les chiffres ci-dessus ne sont pas ajustés de manière à tenir compte des données manquantes

De nouvelles données d'enquête concernant l'opinion des bénéficiaires sur les pourvoyeurs apporte cependant un point de satisfaction : les bénéficiaires ont exprimé qu'il y avait une augmentation de l'appropriation des projets de financement en provenance de la plupart des pays du CDI, en ce sens qu'une plus grande proportion des objectifs des projets de développement est tirée des cadres de résultats appartenant aux pays bénéficiaires. Le Royaume-Uni et les États-Unis ont tous deux réalisé des progrès substantiels, même si les pays de l'UE, dont l'Italie et l'Allemagne, constituent la majorité des pays les plus performants pour cet indicateur.

Ce travail est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0.

# CDI 2025



Pays	Rang global	ÉCHANGES				BIENS PUBLICS MONDIAUX				Rang ajusté au revenu
		Financement	Investissements	Migration	Commerce	Environnement	Santé	Sécurité	Technologie	
Suède	1	2	6	5	9	1	4	6	19	3
Allemagne	2	10	4	1	3	9	7	22	11	1
Norvège	3	3	1	6	31	17	2	12	13	28
Finlande	4	11	13	14	7	18	1	1	27	6
Royaume-Uni	5	9	5	22	4	10	12	8	12	5
Autriche	6	20	15	7	14	12	14	5	5	9
France	7	14	2	23	15	7	10	20	9	4
Canada	8	17	3	8	12	34	13	16	4	10
Suisse	9	12	12	16	24	13	8	15	7	29
Luxembourg	10	1	35	3	17	19	17	21	6	25
Pays-Bas	11	6	27	11	1	14	11	7	24	16
Portugal	12	15	22	10	16	2	22	11	8	2
Belgique	13	5	26	4	11	23	9	26	15	15
Danemark	14	4	17	17	13	22	15	10	25	26
Australie	15	23	9	25	2	35	5	24	3	22
Espagne	16	18	11	9	8	3	25	19	32	7
Nouvelle-Zélande	17	27	14	15	5	25	21	13	10	14
Tchéquie	18	21	21	2	18	16	16	27	23	8
Irlande	19	7	24	13	21	29	23	4	37	32
Japon	20	31	8	33	6	24	6	28	16	20
Italie	21	16	7	20	19	15	29	18	35	17
République Slovaque	22	22	25	28	23	4	18	2	36	11
Grèce	23	19	16	21	26	11	36	14	30	12
Corée du Sud	24	32	23	29	33	26	20	30	1	24
Hongrie	25	34	28	31	29	6	24	3	26	18
Chili	26	24	19	24	20	5	34	31	34	19
Pologne	27	30	20	19	25	21	35	23	29	21
États-Unis	28	25	18	26	10	36	32	17	33	38
Afrique du Sud	29	28	32	34	30	27	27	9	14	13
Émirats arabes unis	30	13	37	18	22	38	19	35	2	34
Brésil	31	36	10	30	36	28	28	25	20	23
Turquie	32	29	29	12	32	33	31	36	28	27
Arabie saoudite	33	8	38	37	27	37	3	38	17	37
Chine	34	37	30	35	28	20	37	32	18	33
Indonésie	35	26	31	38	35	31	33	37	22	31
Inde	36	38	33	36	38	8	26	33	31	30
Mexique	37	35	34	32	34	30	30	29	38	35
Argentine	38	33	36	27	37	32	38	34	21	36

## À propos du CDI

L'Indice de l'engagement pour le développement est établi chaque année depuis 2003 par le Center for Global Development (CGD). Le CGD œuvre à réduire la pauvreté mondiale et à améliorer les conditions de vie par le biais de recherches économiques novatrices qui promeuvent de meilleures politiques et pratiques de la part des décideurs mondiaux de premier plan.

Ian Mitchell dirige le CDI et Edward Wickstead est le chercheur principal. Le CDI 2025 s'appuie sur les travaux des éditions précédentes de Beata Cichocka, Lee Robinson, Anita Käppeli, Owen Barder, David Roodman et Nancy Birdsall. Le CDI a bénéficié de financements pour les travaux du CGD Europe portant sur l'efficacité du développement, qui comprenaient des contributions de plusieurs gouvernements, dont l'Australie, le Canada, l'Allemagne, le Luxembourg et la Suède. Le CDI ne reflète pas la position officielle des bailleurs de fonds. Les auteurs sont responsables de toutes les décisions méthodologiques et des informations et opinions exprimées dans le présent document.